



HAL
open science

La Polynésie française sur les Nouvelles routes de la soie

Aurélie Bayen-Poisson

► **To cite this version:**

Aurélie Bayen-Poisson. La Polynésie française sur les Nouvelles routes de la soie. Revue Défense Nationale, Paris: Comité d'études de défense nationale, 2022, pp.115-120. 10.3917/rdna.850.0115 . hal-03670709

HAL Id: hal-03670709

<https://hal-uco.archives-ouvertes.fr/hal-03670709>

Submitted on 17 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Polynésie française sur les Nouvelles routes de la soie

Aurélie Bayen-Poisson

Maitre de conférences à l'université catholique de l'Ouest-Pacifique (UCO Pacifique) et chercheure associée au Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (EHESS).

L'Indo-Pacifique, nouveau centre de gravité géostratégique mondial ?

La vision politique du concept géographique de l'Indo-Pacifique, lancé en 2007 par le Japon, propose une approche de la région plus grande que celle de l'Asie-Pacifique. C'est aussi une notion plus large quant à son contenu et son objet : la sécurité ⁽¹⁾, la protection de l'environnement, des activités économiques et des intérêts stratégiques. Représentant 60 % de la population mondiale, la région englobe sept territoires ultramarins français, à savoir la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, la Réunion et Mayotte, et enfin Clipperton et les Terres australes et antarctiques. L'articulation des dimensions indopacifique et ultramarine renforce, il est vrai, le lien historique existant entre la France et ses outre-mer. Pourtant, ses contours restent à consolider, voire à redéfinir selon les aléas des dynamiques et forces en présence, notamment celle de la Chine et des États-Unis. Avec de grands partenaires comme l'Inde, l'Australie ou le Japon, la France partage une vision commune, celle de maintenir un espace indopacifique libre, ouvert et inclusif.

Dès 1992, les États et acteurs occidentaux présents dans la zone avaient commencé à s'organiser et former des alliances pour réaffirmer leur rôle de protection des intérêts des États et territoires insulaires :

- Avec l'accord tripartite FRANZ (1992) entre la France, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dans le but d'organiser une aide opérationnelle d'urgence en cas de catastrophe naturelle dans le Pacifique Sud.
- Avec l'accord *Quad* (*Quadrilateral Security Dialogue*) en 2007, composé de la France, des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cet accord visait

⁽¹⁾ Lutte contre le trafic de drogues, la piraterie, surveillance des quotas de pêche dans les zones économiques exclusives.

à coordonner l'effort de sécurité dans le Pacifique, en accompagnant les États insulaires vers une gestion saine et durable de leurs ressources naturelles, notamment halieutiques. La France organise et participe à ce titre à des exercices militaires multilatéraux en Asie ainsi qu'en Océanie, et s'est dotée d'une diplomatie de défense (18 attachés) et d'une présence militaire non négligeable de plus de 7 000 militaires (dont 3 000 dans le Pacifique).

La Polynésie française : un archipel objet de toutes les convoitises

Bien que ces sociétés ultramarines partagent toutes, quoique différemment, une Histoire commune avec la France, elles souhaitent néanmoins elles aussi, bénéficier des retombées positives d'une plus grande ouverture à la mondialisation. L'extension de l'itinéraire des Nouvelles routes de la soie vers le Pacifique Sud a d'ailleurs été considérée comme une opportunité historique, pour les dirigeants ultramarins, de nouer une relation privilégiée avec la Chine. Le Président actuel de la Polynésie française, Édouard Fritch, considère à ce titre que la Polynésie se trouve dans un corridor stratégique inexploité entre l'Amérique du Sud et l'Asie. La stratégie indopacifique française, tout comme le programme chinois des Nouvelles routes de la soie, sont ainsi perçus par le Président Fritch comme des projets de coopération bilatérale indispensables à la politique de développement du pays et de son inclusion dans la mondialisation ⁽²⁾. Pourtant, l'irruption de la Chine en tant que nouveau partenaire risquant de concurrencer voire de mettre à mal ses relations avec la France, suscite déjà certaines inquiétudes quant à l'avenir de ces territoires déjà fragiles, sur le plan politique, économique, social et environnemental. Le rapport récent de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem) sur les opérations d'influence chinoises ⁽³⁾ ne faisant que confirmer le risque de basculement de ces territoires dans la phase 2, cette fois-ci contraignante, qui plonge les pays ou États destinataires de ces projets d'investissement coûteux dans la spirale de l'endettement ⁽⁴⁾. Les retours d'expérience malheureux de certains États africains ou d'États indépendants du Pacifique ne peuvent plus être ignorés au regard du recul des experts, politologues ou économistes, sur la question ⁽⁵⁾.

Stratégie de séduction chinoise : la Polynésie en proie au mirage chinois ?

La stratégie chinoise de *smart power* consiste en effet à se déployer en deux phases successives d'ici à 2049, date du centenaire de la République populaire qui

⁽²⁾ « Discours du président de la Polynésie, M. Édouard Fritch », in Al Wardi Sémir, Regnault Jean-Marc (dir) : *L'Indo-Pacifique et les Nouvelles Routes de la soie* ; Api Tahiti Éditions (en Polynésie française) et Publications de la SFHOM (pour la métropole), 2021, p. 11-14.

⁽³⁾ Charon P. et Jeangène Vilmer J.-B. (2021) : « Les opérations d'influence chinoises, un moment machiavélien », Irssem, septembre 2021.

⁽⁴⁾ « Les Nouvelles routes de la soie : quand l'expansionnisme chinois prend un nouveau tournant », *Polynésie La Première*, 23 septembre 2021 (<https://la1ere.francetvinfo.fr/>).

⁽⁵⁾ Giesen K.-G. : « La stratégie géoéconomique chinoise auprès des appareils d'État océaniques », in Al Wardi Sémir, Regnault Jean-Marc (dir.) : *L'Indo-Pacifique et les Nouvelles Routes de la soie* ; *op. cit.*, p. 105-115.

devrait voir l'avènement du « Rêve chinois » de Xi Jinping se réaliser : devenir la première puissance mondiale. En Polynésie, l'approche de la Chine n'en est encore qu'à la première phase, celle de la « séduction », dite de *soft power*. Depuis le début des années 2000, l'implantation de relais de la présence chinoise sur le sol polynésien s'étend à toutes les strates de la société : en plus de la création d'un consulat en 2007 puis d'un Institut Confucius en 2013, le gouvernement chinois, *via* ses représentants consulaires, n'a de cesse de soutenir les projets de coopération économiques ou socioculturels ⁽⁶⁾ sur place, notamment grâce au réseau associatif de la communauté d'origine chinoise installée depuis plus de cent cinquante ans sur le territoire.

Aussi peut-on comprendre que, lorsque la Chine déclare au Président Fritch lors de sa visite en Chine en 2015 qu'« il n'y a pas de petit pays et que tout partenariat entrepris mérite d'être amplifié » ⁽⁷⁾, cette parole reçoive un accueil favorable de la part de territoires anciennement colonisés ou en voie d'autonomisation comme la Polynésie. En effet, la Chine a pris l'habitude de se présenter, non pas comme une puissance néocolonialiste, mais comme une nation qui a subi les mêmes outrages de la colonisation occidentale ⁽⁸⁾ et qui invite à des relations d'amitié et d'égal à égal dans le cadre de partenariats « gagnants-gagnants ». Reçu par le vice-président Li Yuanchao en personne, le Président polynésien a pu rencontrer les représentants de la Banque chinoise de développement (CDB) – l'un des bras bancaires du programme d'investissement des Routes de la soie – et les représentants des entreprises de grands travaux à l'étranger, comme la China Civil Engineering Construction Cooperation. Ces rencontres de haut rang ont ainsi permis de sceller de nouvelles relations bilatérales entre la Polynésie et la Chine au titre des « Nouvelles routes de la soie maritimes du XXI^e siècle ». Au programme, deux projets d'investissement aux dimensions pharaoniques devaient être financés par des investissements à la fois chinois et polynésiens :

- Le *Tahiti Mahana Beach*, qui devait être le plus grand complexe touristique à l'échelle européenne, a périclité en 2017 suite à la défaillance de l'investisseur chinois ⁽⁹⁾.
- La ferme aquacole de Hao, qui devait devenir « le plus grand projet aquacole au monde » ⁽¹⁰⁾, reste à ce jour au point mort. Lancé en 2012 par le gouvernement indépendantiste d'Oscar Temaru ⁽¹¹⁾, le projet a été soutenu par les gouvernements successifs sans parvenir à le voir aboutir. Les nombreuses craintes et polémiques

⁽⁶⁾ Exemples : octroi de bourses pour collégiens et lycéens polynésiens afin d'étudier en Chine (programme *Wenling*), envoi en formation d'une dizaine d'étudiants en aquaculture à l'université de l'océan de Shanghai, etc.

⁽⁷⁾ « Édouard Fritch reçu par le vice-président chinois », *Polynésie La Première*, 2 juin 2015 (<http://la1ere.francetvinfo.fr/>).

⁽⁸⁾ Cabestan J.-P. : « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises* (88), 2005.

⁽⁹⁾ Projetant la construction de 3 000 chambres, il a été rebaptisé « Village tahitien » et redimensionné depuis à 1 000 chambres dans le but de susciter l'intérêt de nouveaux investisseurs.

⁽¹⁰⁾ « Wang Cheng promet le plus grand projet aquacole du monde à Hao », *Tahiti Infos*, 30 novembre 2019.

⁽¹¹⁾ Le projet initial dénommé *Haopa* avait été lancé sous la présidence de Gaston Flosse dans le cadre de la reconversion économique de Hao après le départ des forces armées françaises.

suscitées (sanitaires, environnementales et socio-économiques) n'ont pas permis à ce jour au gouvernement local de porter plus avant le partenariat avec l'investisseur chinois TNOF.

Stratégie indopacifique de la France en Océanie : séduire à nouveau son ancien partenaire...

En outre, la démesure de ces projets ainsi que le choix de l'atoll de Hao ont soulevé des doutes quant aux motivations à long terme de la Chine, eu égard au potentiel stratégique et militaire de l'île. Anciennement base arrière du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), elle dispose d'infrastructures militaires telles qu'un aéroport et un port en eaux profondes. En réaction aux soupçons qui pesaient sur un éventuel usage dual de ces infrastructures à des fins militaires par le gouvernement chinois, le Président Emmanuel Macron a annoncé la création d'un nouveau régiment de service militaire adapté (RSMA). Ce nouveau contingent permettrait d'assurer une présence militaire sur l'île tout en répondant aux besoins d'aide en insertion et formation professionnelles de la population.

En réaffirmant que la priorité serait donnée aux collectivités d'outre-mer lors de son discours du 27 juillet 2021, le Président Macron a réaffirmé sa volonté d'éclipser son concurrent chinois en proposant une politique de partenariat fiable basée sur la confiance, qui permettrait de répondre aux besoins non pas seulement socio-économiques ou culturels, mais sanitaires et défensifs à savoir :

- Un soutien en matière sanitaire dans la lutte contre la Covid-19 par l'envoi de 230 000 doses de vaccins ainsi que d'une réserve sanitaire d'une centaine de professionnels-soignants.
- Un soutien à l'économie : plus de 600 millions d'euros investis en prêts garantis par l'État et en fonds de solidarité pour les entreprises en proie à la crise économique liée à la Covid-19.
- Une reconnaissance de l'identité culturelle d'envergure internationale avec le soutien de la candidature des Marquises à l'inscription de l'UNESCO.
- L'extension de la reconnaissance à titre personnel aux victimes des essais nucléaires français pendant la période du CEP.
- Un renforcement de sa protection sur le plan défensif. En plus de l'annonce de 2 navires patrouilleurs pour protéger la ZEE de la Polynésie grande comme l'Europe, c'est la mission *Heifara*, conduite par 3 avions Rafale, qui avait préparé le terrain auprès de la population peu avant la visite du Président. Ces annonces et ces manœuvres aériennes, visibles par chacun des habitants pendant plusieurs jours, avaient pour objectif de faire la démonstration des capacités de la France de projeter (en moins de 40 heures) un arsenal militaire dans la zone en cas de conflit.

Conclusions

En somme, on assiste depuis les années 2000 à une politique extérieure de la Chine pragmatique dite de *smart power*⁽¹²⁾, consistant à développer des partenariats économiques à l'étranger au titre du projet des Nouvelles routes de la soie, présent dans plus de 143 pays. Cette première phase de « séduction » permettrait par la même occasion d'atteindre les quatre objectifs formulés dès 1999 dans le cadre global de sa « stratégie de sortie » (*zou chuqu fazhan zhanlüe*)⁽¹³⁾ : réduire les soutiens diplomatiques de Taïwan ; assurer sa sécurité alimentaire en externalisant son approvisionnement en matières premières et ressources halieutiques ; développer des partenariats commerciaux à l'étranger pour conforter sa croissance économique intérieure ; contrer les tentatives d'endiguement des alliances formées par les puissances occidentales.

Qu'elles soient du fait du monde occidental ou chinois, ces jeux d'alliances répondent à une logique digne d'une partie de jeu de go, où le positionnement tactique de chacun des « joueurs » concourt à l'équilibre des forces. C'est pourquoi prendre la mesure, par une approche prospective et vigilante, des enjeux politiques, diplomatiques et géostratégiques dans la zone indopacifique permettra aux acteurs présents dans la région, de faire du respect de la souveraineté, du droit international et de la libre circulation une priorité dans le maintien de la paix et de la liberté.

Enfin pour les outre-mer, l'enjeu sera d'arriver à maîtriser leurs relations multilatérales avec chacun de leurs partenaires, historiques ou nouveaux, alliés ou rivaux, pour parvenir à s'inscrire durablement dans ce mouvement mondialisant. Pour ce faire, adopter une approche réaliste (quant à leurs capacités économiques et financières) et attentive aux fragilités environnementales et sociales de leurs populations, leur permettra de maîtriser leurs interdépendances dans un climat d'harmonie et de paix. Les derniers engagements du Président Fritch, signés lors du *One Ocean Summit* en février dernier et consistant à « sanctuariser » l'environnement biologique et socio-économique local⁽¹⁴⁾ apportent des indicateurs favorables à l'adoption d'une nouvelle approche plus réflexive et résiliente en matière de développement économique.

Courriel de l'auteur : aurelie.isepp@gmail.com

⁽¹²⁾ Consistant à manier, avec force ou diplomatie et selon le contexte, c'est-à-dire le potentiel de situation.

⁽¹³⁾ Chen Y. (2009) : « Jiang Zemin 'zou chuqu' zhanlüe de xingcheng ji qi zhongyao yiyi » [La formation et l'importance de la stratégie de "sortie" de Jiang Zemin], *Dang de wenxian* [Archives du Parti], 2009 (1), p. 63-69.

⁽¹⁴⁾ Le dernier jour du Sommet lors d'une allocution solennelle remarquée, il engagea en effet la Polynésie à prendre quatre engagements portant sur une superficie de plus d'1 million de km². Son 2^e engagement consiste à la création d'une zone côtière d'une superficie maritime de plus de 500 000 km² réservée uniquement à la pêche artisanale et vivrière.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- Astarita, C. & Damiani, I. (2016) : « Géopolitique de la nouvelle route de la soie », *Géoeconomie*, 79, 57-94.
- Bayen, A. (2017) : « Politique de séduction de la Chine : un nouveau *Cargo Cult* pour la Polynésie française ? », in Al Wardi S., Regnault J.-M., Sabouret J.-F., *L'Océanie convoitée - Actes des colloques*, Paris/Punaauia, CNRS Éditions.
- Brun, F. & Moulrier Boutang, Y. (2021) : « Fachoda sur Pacifique ou la risée des sous-marins », *Multitudes*, 85, 11-19.
- Cabestan, J. (2019) : « Les nouvelles routes de la soie », *Études*, 19-30.
- Cambon, C. (2019) : « Les Outre-mer, points d'appui et interfaces géostratégiques », *Revue Défense Nationale*, 823, 12-17.
- Claverie, B. (2019) : « La *Belt and Road Initiative* : l'Europe, terminus du "rêve chinois" ? », *Revue internationale et stratégique*, 116, 21-32 (<https://doi.org/>).
- Clermont, B. (2022) : « Le Rafale, un outil de souveraineté et de puissance au service de la France », *Revue Défense Nationale*, 847, 59-65.
- de Raulin, A. & Bayen-Poisson, A. (2020) : « Les PTOM entre l'Europe, la Chine et le Pacifique », in *Les Relations entre l'Union européenne, les pays ACP et les PTOM, la fin d'un cycle*, coord. Fabien Bottini, Harold Gaba, Jean-Paul Pastorel et Arnaud de Raulin, L'Harmattan.
- Desclèves, F. (2021) : « Piraterie, pêche illégale et enjeux climatiques dans l'Indo-Pacifique », *Revue Défense Nationale*, 844, 75-82.
- Dropsy, V. & Petit S. (2021) : « L'initiative des nouvelles routes de la soie : à partir d'un modèle de gravité », *L'Indo-Pacifique et les Nouvelles Routes de la soie* ; Api Tahiti Éditions, SFHOM.
- Gao, H. & David, P. (2020) : « Changement de paradigme des investissements directs chinois : la nouvelle Route de la soie », *Recherches en Sciences de Gestion*, 136, 411-435.
- Giesen, K.-G. (2021) : « La stratégie géoéconomique chinoise auprès des appareils d'État océaniques », in Al Wardi Sémir, Regnault Jean-Marc (dir.), *L'Indo-Pacifique et les Nouvelles Routes de la soie* ; Api Tahiti Éditions, SFHOM, 105-115.
- Gourlez de La Motte, S. (2021) : « "Convaincre par la mer" : quel apport de la Marine au service du *soft power* ? », *Revue Défense Nationale*, 844, 108-114.
- Lanxade, J. (2021) : « La confrontation entre États-Unis et Chine : déstabilisation de l'Indo-Pacifique », *Revue Défense Nationale*, 844, 9-14.
- Lechervy, C. (2021) : « Les collectivités françaises d'Océanie, actrices et atouts en Indo-Pacifique », *Revue Défense Nationale*, 844, 21-27.
- Levaillant, M. (2018) : « Le facteur chinois dans la définition de la politique indienne en Indo-Pacifique », *Études internationales* 49.3, 547-567.
- Malik, A., Parks, B., Russell, B., Lin, J., Walsh, K., Solomon, K., Zhang, S., Elston, T., Goodman, S. (2021) : *Banking on the Belt and Road: Insights from a new global dataset of 13,427 Chinese development projects* ; Williamsburg, VA: AidData at William & Mary.
- Michel-Villaz, A. (2021) : « La présence de la France dans l'Indo-Pacifique : une légitimité souveraine », *Revue Défense Nationale*, 844, 68-74.
- Miyet, B. (2021) : « La France et le *soft power* », *Revue Défense Nationale*, 844, 100-107.
- Morschel, J. (2013) : « L'atoll de Hao, entre réhabilitation des sites du CEP et enjeux de développement », *Hermès, La Revue*, 65, 64-66.
- Penot, C. (2021) : « Le renforcement de l'engagement de la France en Indo-Pacifique se poursuit », *Revue Défense Nationale*, 844, 15-20.
- Regaud, N. (2021) : « Enjeux de la coopération de défense et de sécurité dans l'Indo-Pacifique pour l'Europe et la France », *Revue Défense Nationale*, 844, 45-50.
- Setton, P. (2021) : « Le Japon : un partenaire stratégique de la France dans l'Indo-Pacifique », *Revue Défense Nationale*, 844, 28-34.